

Bankruptcy and insolvency / Faillite et insolvabilité, Université de Montréal, Les Éditions Thémis, 1999, 699 pages, ISBN 2-89400-115-0

Jean-François Boulais, *Loi sur la protection de la jeunesse, texte annoté*, 4^e édition, SOQUIJ, 1999, 647 pages, ISBN 2-7642-0128-1

Charles Caza, *Loi sur les normes du travail. Législation, jurisprudence et doctrine*, 3^e édition, Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 626 pages, ISBN 2-89127-462-8

Dominique Le Tourneau, *L'Église et l'État en France*, coll. *Que-sais-je ?*, Paris, PUF, 2000, 127 pages ISBN 213 050508 2

Maurice Martel, Paul Martel, *La compagnie au Québec : Les aspects juridiques*, volume I, Montréal, édition spéciale, Wilson & Lafleur Ltée, Martel Ltée, 1999, pagination par chapitre, ISBN 2-920831-76-3

Yves Papineau, *Formulaire de droit des sûretés immobilières*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1997, 184 pages, ISBN 2-89127-391-5

Robert Kelly, Thaïs Sardinha-Pinto, Ernest Caparros et Charles Nezan

Volume 31, numéro 1, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1027791ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1027791ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Wilson & Lafleur, inc.

ISSN

0035-3086 (imprimé)

2292-2512 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kelly, R., Sardinha-Pinto, T., Caparros, E. & Nezan, C. (2001). Compte rendu de [*Bankruptcy and insolvency / Faillite et insolvabilité*, Université de Montréal, Les Éditions Thémis, 1999, 699 pages, ISBN 2-89400-115-0 / Jean-François Boulais, *Loi sur la protection de la jeunesse, texte annoté*, 4^e édition, SOQUIJ, 1999, 647 pages, ISBN 2-7642-0128-1 / Charles Caza, *Loi sur les normes du travail. Législation, jurisprudence et doctrine*, 3^e édition, Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 626 pages, ISBN 2-89127-462-8 / Dominique Le Tourneau, *L'Église et l'État en France*, coll. *Que-sais-je ?*, Paris, PUF, 2000, 127 pages ISBN 213 050508 2 / Maurice Martel, Paul Martel, *La compagnie au Québec : Les aspects juridiques*, volume I, Montréal, édition spéciale, Wilson & Lafleur Ltée, Martel Ltée, 1999, pagination par chapitre, ISBN 2-920831-76-3 / Yves Papineau, *Formulaire de droit des sûretés immobilières*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1997, 184 pages, ISBN 2-89127-391-5]. *Revue générale de droit*, 31(1), 235–240. <https://doi.org/10.7202/1027791ar>

Droits d'auteur © Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, 2001

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

NOTULES

***Bankruptcy and insolvency / Faillite et insolvabilité*, Université de Montréal, Les Éditions Thémis, 1999, 699 pages, ISBN 2-89400-115-0.**

Le Bureau du surintendant des faillites publie sur son site web (http://strategis.ic.gc.ca/sc_mrksv/bankrupt/frndoc/superint.html) de nombreuses statistiques portant sur l'état de la faillite au Canada. Nous sommes en mesure de constater qu'au Québec, les faillites de consommateurs ont été à la baisse en 1999 dans les zones urbaines : Montréal (-7.6 %) Québec (-10.5 %) et Ottawa-Hull (-10.3 %). Par contre, en ce qui a trait aux faillites d'affaires la situation est différente. Au moins 50 % des nouvelles entreprises canadiennes cessent leurs activités avant leur troisième année d'existence et seulement 20 % environ se rendent à leur 10^e année, suivant les conclusions d'un nouveau document consacré à un examen des facteurs qui sont reliés au succès et à l'échec des jeunes entreprises. En fait, presque une nouvelle entreprise sur quatre (23 %), globalement, cesse ses activités avant la fin de sa première année d'existence, suivant les résultats de l'étude en question, qui portait sur 1,3 million d'entreprises ayant vu le jour durant la décennie allant de 1984 à 1994. Cette étude a révélé que les nouvelles entreprises ont une vie courte, de 6 ans en moyenne environ. À la lumière de cette étude, il ne fait aucun doute que la *Loi sur la*

faillite et l'insolvabilité continue de jouer un rôle capital et qu'il est important qu'on puisse retrouver des publications qui mettent en commun des documents ayant des liens étroits avec cette loi.

L'ouvrage ci-haut reproduit la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, les *Règles sur la faillite et l'insolvabilité*, les Formulaires de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ainsi que la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*.

Afin de faciliter la recherche, l'ouvrage incorpore un index analytique de la faillite et de l'insolvabilité. Cela rend la recherche plus accessible pour ceux qui ne sont pas familiers avec cette loi.

Robert KELLY

Jean-François BOULAIS, *Loi sur la protection de la jeunesse, texte annoté*, 4^e édition, SOQUIJ, 1999, 647 pages, ISBN 2-7642-0128-1.

Cet ouvrage présente le texte de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (ci-après la *Loi*) accompagné d'annotations de M^e Jean-François Boulais. L'auteur est avocat au ministère de la Justice du Québec. Il a été conseiller juridique auprès de la Commission de protection de la jeunesse et détient une maîtrise de l'Université d'Ottawa.

Le texte de Loi n'a pas fait l'objet de modifications majeures depuis 1995, date de la dernière édition; mais on compte, depuis, plus de « 450 changements d'importance variable », ainsi que plus de 200 nouvelles décisions. Cette nouvelle édition renferme tout au plus 1 220 décisions jurisprudentielles. Le texte de Loi est à jour au 10 mars 1999.

Dans un souci de concision, contrairement à la dernière édition, on a supprimé de l'annexe la *Loi sur la commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse* et les anciens textes comparatifs des anciennes dispositions de la *Loi sur la protection de la jeunesse* concernant la Commission et les dispositions analogues de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Cette nouvelle édition est composée du texte de Loi accompagné de commentaires et de références à la jurisprudence et la doctrine pertinentes sous le texte de chaque article, ainsi que d'un historique de la Loi. En annexe, on retrouve les *Règles de pratique de la Cour du Québec (chambre de la jeunesse) en matière civile et en matière d'adoption*; les *Règles de pratique de la Cour supérieure du Québec en matière familiale*; le *Règlement sur la révision de la situation d'un enfant*; le Protocole de coordination inter-réseaux en matière d'évasion d'une garde légale en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, de non-retour en centre de réadaptation suite à un congé provisoire autorisé en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* et de fugue d'enfants dans le cadre d'application de la

Loi sur la protection de la jeunesse; quelques textes ou parties de textes des Déclarations, Traités et Convention internationales concernant les droits de l'enfant; la *Charte des droits et libertés de la personne*; le *Programme de mesures de rechange autorisé par le ministre de la Justice et le ministre de la Santé et des Services sociaux*; ainsi que des extraits de certaines dispositions législatives relatives au secret professionnel. L'ouvrage contient également une table de la jurisprudence citée qui est divisée en deux parties: la première regroupe par ordre alphabétique puis, par ordre numérique, les arrêts cités non publiés, et la deuxième regroupe par ordre alphabétique les arrêts cités publiés. Cette publication contient aussi un index analytique qui fait référence aux articles pertinents à chaque terme ou expression.

Les commentaires introduisent l'article en question, en expliquent le sens et font état de la jurisprudence rendue sous l'article. Les références à des décisions non rapportées demeurent rares et il est toujours possible de les commander en utilisant le numéro de commande indiqué dans la table de la jurisprudence citée.

Quant aux décisions rapportées, elles sont citées en bas de page. Le numéro de citation est précédé du numéro de l'article (ex: 9/1, c'est-à-dire article 9, note 1). La jurisprudence est mise à jour au numéro 6 du *Jurisprudence Express* de 1999.

Les commentaires sous l'article 2 comportent une note sur le développement des lois concer-

nant la protection de l'enfance au Québec. Il s'agit d'un bref historique qui rappelle que la Loi s'applique à l'enfant dont la sécurité ou le développement est compromis. Sous l'article 85, ont été répertoriées les décisions concernant l'application du *Code de procédure civile*.

Cet ouvrage est un excellent outil tant pour l'étudiant, qui découvre la Loi pour la première fois, que pour le praticien, qui l'applique quotidiennement, car il retrace les origines de la loi tout en restant actualisé.

Thaïs
SARDINHA-PINTO

Charles CAZA, *Loi sur les normes du travail. Législation, jurisprudence et doctrine*, 3^e édition, Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1998, 626 pages, ISBN 2-89127-462-8.

Depuis des années au Québec, nous pouvons assister à une intervention croissante de l'État dans le domaine du travail. Le gouvernement, par de nombreuses interventions législatives et réglementaires, a mis sur pied un régime légal qui régit les conditions d'exécution du travail et le maintien du lien d'emploi. La *Loi sur les normes du travail* (L.R.Q., c. N-1. 1) est de loin la plus importante législation normative du travail. Son champ d'application est très vaste et le nombre de sujets dont elle traite est considérable. Cette loi en est une d'importance fondamentale pour le juriste qui œuvre dans le domaine du

droit du travail. Il n'a d'ailleurs pas d'outil plus pratique pour ce juriste que l'ouvrage de Charles Caza.

Il répertorie l'ensemble de toutes les décisions rendues par le Tribunal d'arbitrage, le Commissaire du travail, le Tribunal du travail et les tribunaux supérieurs en application de la *Loi sur les normes du travail* (L.R.Q., c. n-1.1) ayant fait l'objet d'une publication. Pour ce faire, on a retenu celles publiées dans le *Droit du travail Express* (D.T.E.), le recueil des décisions du commissaire du travail, du Tribunal du travail, du Tribunal d'arbitrage, de l'arbitrage des affaires sociales, le *Recueil de jurisprudence du Québec* (R.J.Q.), la revue *Marché du travail*, la presse juridique et enfin la doctrine dont les noms des ouvrages qui la publie se retrouvent dans la table des abréviations. De plus, certaines décisions non publiées ont été retenues.

Les recherches pour la 3^e édition s'arrêtent au 15 juin 1998 pour les décisions des tribunaux supérieurs et au 1^{er} janvier 1998 pour les autres instances. Cependant, compte tenu de leur impact sur l'évolution de l'interprétation de la *Loi sur les normes du travail*, certaines décisions postérieures à cette date ont été retenues.

On peut retrouver dans cette édition, une liste d'abréviations, le texte de la *Loi sur les normes du travail*, ainsi que les règlements adoptés sous son empire. Relativement à chaque article de la *Loi sur les normes du travail* et du *Rè-*

glement sur les normes du travail, le cas échéant, on peut retrouver un résumé succinct de l'ensemble de toutes les décisions rendues par nos tribunaux, des renvois à des résumés apparaissant sous d'autres articles, des références à la doctrine, une table de la jurisprudence, une table de la doctrine ainsi qu'un index de la *Loi sur les normes du travail*. En somme, un ouvrage extrêmement complet et d'une grande utilité à toute personne qui doit travailler avec cette loi.

Robert KELLY

Dominique LE TOURNEAU,
L'Église et l'État en France,
coll. *Que-sais-je?*, Paris, PUF,
2000, 127 pages ISBN
2 13 050508 2.

L'auteur, déjà connu aux lecteurs de cette *Revue*, n'est pas à son premier *Que-sais-je?* Il en a, en effet publié un, intitulé *L'Opus Dei*, en 1984, qui est rendu à sa 5^e édition en 1998 et à une dizaine de traductions, et un autre en 1988, *Le droit canonique*, dont la deuxième édition est de 1997. Souhaitons autant de succès à son troisième titre dans cette prestigieuse collection.

Il est toujours un tour de force de présenter un sujet fort étendu en moins de 130 petites pages. C'est le propre de cette collection! Elle réussit à trouver des auteurs dotés d'un grand esprit de synthèse et de l'habileté nécessaire pour introduire dans cet espace contraignant autant d'information. Il n'est donc pas surprenant que le même auteur

puisse commettre d'autres titres dans des sujets connexes.

L'Église et l'État en France nous offre en neuf chapitres sensiblement d'égale longueur (plus ou moins une douzaine de pages chacun) l'évolution historique des relations plutôt conflictuelles entre l'Église catholique (et au besoin d'autres convictions religieuses) et la France. Commenant comme il se doit, «aux origines de la France chrétienne» (chapitre I), l'auteur nous initie depuis le début aux «premières manifestations du gallicanisme» (chapitre II), il complète ainsi le premier millénaire. Les trois chapitres suivants («Vers l'affrontement», «L'institutionnalisation du gallicanisme» et «L'apogée du gallicanisme») nous conduisent aux portes de la Révolution française. Les chapitres VI et VII permettent à l'auteur de nous mener à travers cette Révolution et le régime du Concordat de 1801, régime qui s'est rendu avec des hauts et des bas jusqu'aux portes du XX^e siècle. Les deux derniers chapitres fournissent les données de la laïcité à la française et de l'évolution de cette laïcité.

La richesse du contenu de ces brèves pages est presque impossible à résumer. Il sera fort probablement difficile de ne pas trouver dans ce petit ouvrage une date importante, un nom significatif, un événement historique marquant de ces relations pleines de tensions. Pour une personne connaissant l'histoire de ces luttes, pas toujours diplomatiques, le livre représente un précieux vademecum. Pour les personnes avec une culture historique à enrichir,

ce petit *Que-sais-je?* leur ouvrira des horizons insoupçonnés. Ils seront peut-être surpris d'apprendre que dans le pays où l'on a tant chanté la liberté, sa manifestation religieuse n'a pas toujours été pleinement reconnue.

L'auteur ouvre à la toute fin la porte vers le nouvel espace européen en formation et souligne comment la conception française de laïcité s'assouplit et modifie ses conceptions afin de concevoir, notamment en matière d'enseignement, une neutralité institutionnelle mais ouverte aux manifestations de liberté d'expression religieuse des individus, du moins des élèves.

Le seul regret qui demeure chez le lecteur de tout *Que-sais-je?* est que la formule, fort réussie par ailleurs, ne comporte pas une bonne table analytique qui permettrait de retrouver tant de renseignements importants après lecture. Certes, l'auteur comble en partie cette lacune de la collection en établissant une table des matières détaillée et une bibliographie fort bien sélectionnée.

Ernest CAPARROS

Maurice MARTEL, Paul MARTEL, *La compagnie au Québec: Les aspects juridiques*, volume I, Montréal, édition spéciale, Wilson & Lafleur Ltée, Martel Ltée, 1999, pagination par chapitre, ISBN 2-920831-76-3.

Cette édition reliée du premier volume de l'ouvrage à feuilles mobiles *La compagnie au Québec* renferme les mises à jour apportées au droit corporatif jusqu'au 1^{er} janvier 1999. Depuis 1998¹, une nouvelle section sur les administrateurs publics a été ajoutée ainsi que de nombreux commentaires sur des notions telles que le cautionnement pour frais des compagnies, le droit de préemption, la refonte des actions, les devoirs de solidarité et confidentialité des administrateurs, entre autres. Il s'agit aussi d'une mise à jour des références jurisprudentielles et doctrinales. Les auteurs en profitent également pour ajouter de nouveaux commentaires sur plusieurs arrêts.

En annexe, on retrouve des index sur les sujets, lois, règlements et principaux arrêts cités ainsi qu'une liste de livres de référence recommandés.

Après avoir défini la compagnie, les premiers chapitres s'intéressent à ses origines et à ses aspects constitutionnels. Le chapitre 4 aborde ensuite la question à savoir si l'on peut contracter au nom d'une compagnie avant sa naissance. Le chapitre suivant présente les formalités de la constitution de la compagnie. Le chapitre 6 traite de la continuation et de la prorogation de la compagnie. Les deux prochains chapitres sont consacrés au nom, siège social et capacités et pouvoirs de la compagnie. Les auteurs expliquent ensuite quels sont les registres et livres qu'elle doit conserver. Les

1. Pour la recension de l'édition de 1998 voir (1998) 29 *R.G.D.* 261.

chapitres suivants s'attardent à l'étude détaillée de la notion de capital-action. On définit ensuite le rôle et les pouvoirs du conseil d'administration, des administrateurs, des officiers, des assemblées, des conventions entre actionnaires ainsi que la situation de la compagnie face aux tiers. Les chapitres suivants expliquent sa capacité d'emprunt, la fusion, acquisition ou dissolution. Le dernier chapitre traite des particularités des compagnies publiques.

Il s'agit d'un ouvrage extrêmement complet qui traite des aspects juridiques de la compagnie au Québec de façon détaillée et articulée. La table des matières étoffée facilite son utilisation en tant qu'outil de recherche. Le praticien trouve ici l'ouvrage idéal pour puiser toute précision sur un point particulier. L'étudiant, quant à lui, peut parfois éprouver certaines difficultés à saisir l'essentiel parmi la quantité de détails et ce, malgré le souci des auteurs de faire une récapitulation à la fin de certains chapitres et l'utilisation de tableaux comparatifs entre la *Loi sur les sociétés par actions* et la *Loi sur les compagnies*.

Thaïs
SARDINHA-PINTO

Yves PAPINEAU, *Formulaire de droit des sûretés immobilières*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1997, 184 pages, ISBN 2-89127-391-5.

Cet ouvrage contient divers modèles et exemples d'actes de

procédure reliés à l'exercice des recours hypothécaires dont, par exemple, un avis d'hypothèque légale résultant d'un jugement, une requête en délaissement forcé et prise en paiement, ainsi qu'un avis public de vente. Des modèles de radiation et d'actes connexes sont aussi présentés.

En tout, M^e Yves Papineau a reproduit trente-huit modèles destinés à être utilisés par les praticiens du droit des sûretés immobilières. Des notes générales ont aussi été incluses au début du formulaire en guise d'explication pour les différents tableaux.

Les modèles choisis par l'auteur sont ceux dont l'utilisation est la plus fréquente en pratique. Toutefois, M^e Papineau émet quelques avertissements, notamment que chaque cas est un cas d'espèce, et il ne s'agit pas tout simplement de remplir les espaces blancs des modèles. Des modifications peuvent donc être envisagées selon les besoins. De plus, les modèles doivent être adaptés à l'évolution de la jurisprudence.

Les modèles du *Formulaire du droit des sûretés immobilières* sont insérés dans un cartable rigide à trois anneaux, facilitant ainsi des ajouts ou des modifications futures si l'auteur le croit nécessaire. Cet ouvrage peut certes devenir un outil indispensable pour les avocats et les notaires.

Charles NEZAN